

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1983/31/Add.1
21 janvier 1983.

FHA\FCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trintenuvisras session
31 janvier«ll xaarn 1983
Point 23 de l'ordre du jour

SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

ASSISTANCE A L'OUGAHDA

Rapport au Secrétaire général

Additif

1. En complément de son rapport paru sous la cote E/CH.4/1983/.31? le Secrétaire général informe la Commission que la proposition présentée ci-après lui a été communiquée par le Gouvernement ougandais à propos de l'application de la résolution 1902/37 de la Commission et de la décision 1982/139 du Conseil économique et social sur l'assistance de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

Projet

Besoins

- | | |
|--|---|
| i) Bibliothèque du Ministère de la justice et de la Haute Cour | a) Engagement pour deux ans d'un expert bibliothécaire (ouvrages de droit).
b) Formation professionnelle supérieure de deux bibliothécaires (ouvrages de droit) en plaça.
c) Recrutement et formation de quatre bibliothécaires (ouvrages de droit).
d) Formation de quatre administrateurs juristes chargés de seconder les procureurs et les juges.
e) Fourniture de livres, rapports juridiques et autres ouvrages de droit. |
| ii) Révision de la législation ougandaise | a) Engagement pour deux ans d'un expert pour pourvoir le poste de Commissaire à la révision de la législation.
b) Engagement d'un expert pour pourvoir le poste de Premier Conseiller parlementaire.
c) Formation de six procureurs ougandais à la rédaction de textes parlementaires et de textes juridiques généraux.
d) Edition de recueils des lois révisées. |
| iii) Formation de personnel pénitentiaire | Bourses de formation pour dix cadres moyens des services pénitentiaires (criminologie, étude des régimes pénitentiaires et traitement des délinquants). |
| iv) Formation de fonctionnaires de police | a) Formation de 12 fonctionnaires de police (enquêtes scientifiques et, en particulier, expertise légiste).
b) Formation de 12 fonctionnaires de police (prévention de la criminalité et justice pénale).
c) Formation de 6 fonctionnaires de police (administration publique). |

2. Ces propositions sont actuellement étudiées en consultation avec toutes les parties intéressées, notamment le PWUD, l'UNESCO et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires.

3. La Commission sera tenue informée de l'évolution de ces projets.